

*FORUM NATIONAL SUR LA PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR
FORESTIER AU CONGO*

Thème:

**LES PME – PMI DU SECTEUR FORESTIER,
SECTEUR ASSOCIATIF:**

PROBLEMES ET SOLUTIONS

Présenté par:

Monsieur LONGONDA Philippe

Gérant de

la Congolaise d'Apiculture Hexagonale

I. - INTRODUCTION

Il est demandé que soit développé au cours de ce Forum, le thème dont l'intitulé vient d'être donné.

Avant de l'aborder, il sera utile qu'un rappel des différentes branches du secteur forestier dans lesquelles exercent aussi les PME PMI soit fait.

Celui – ci conduira ensuite à l'énumération des problèmes que rencontrent les PME – PMI qui exploitent elles aussi ces ressources.

Cela donnera lieu à une proposition de solutions qui pourraient être prises en compte dans les recommandations à faire aux décideurs politiques.

Une brève conclusion clôturera cet exposé.

II. LES DIFFERENTES BRANCHES DU SECTEUR FORESTIER :

Elles concernent :

- l'exploitation forestière des produits ligneux (y compris ceux de l'agroforesterie), et des produits non ligneux ;
- l'industrie forestière diversifiée ;
- la commercialisation des produits forestiers bruts ou transformés ;
- la faune et les aires protégées ;
- le boisement et le reboisement.

Les produits forestiers ont plusieurs filières dont les principales sont :

- les bois d'œuvres ;
- les bois d'énergie ;
- les bois de services ;
- les plantes alimentaires ;
- les plantes mellifères ;
- les plantes médicinales ;
- les plantes pour l'artisanat ;
- les plantes ornementales ;
- les plantes fruitières ;
- les plantes d'extraction de boissons (palmier) ;
- les plantes d'extraction des huiles et des sèves ;

- les plantes de fabrication des produits cosmétiques ;
- les plantes fourragères ;
- les plantes répulsives ;
- les plantes antiérosives ;
- les plantes pour l'environnement ;
- les plantes pour l'écosystème ; etc.

Ce rappel non complet certainement peut donner lieu à l'énumération des problèmes que rencontrent les PME PMI qui exploitent elles aussi ces ressources.

III. PROBLEMES DES PME - PMI DU SECTEUR FORESTIER :

On peut citer comme problèmes:

- les faiblesses de certaines institutions dans l'exercice de leur rôle de publication de certains textes légaux et réglementaires intéressants les acteurs du secteur forestier ;
- la connaissance insuffisante de nos ressources forestières ;
- le faible niveau de leur mise en valeur ;
- le manque de création de filières permettant la maîtrise de la production et de la transformation de certains produits ;
- les réseaux de transport (routes, rails, voies navigables) avec beaucoup d'aléas ;

- les problèmes hydro-électriques récurrents ;
- le manque de politique de vulgarisation à large échelle de certaines techniques de production ;
- le manque de politique d'adoption de certaines espèces de plantes pouvant s'adapter à nos conditions climatiques, et certains de nos sols ;
- la non multiplication par des procédés plus artificielles de certaines plantes présentant un intérêt de cueillette et de commercialisation à grande échelle ;
- le manque de pépinières et des lieux d'incubation pour certaines plantes
- l'inexistence de centres de mécanisations agricoles pour les opérateurs désireux de faire des plantations de certaines espèces de plantes et des forêts artificielles ;
- une gestion foncière qui ne permet pas l'éclosion des activités forestières dignes de ce nom par manque de plan d'aménagement du territoire national, devant laisser aux zones d'habitation et à celles d'exploitations forestières des limites intangibles ;

- les espèces protégées de la faune tel que le crocodile, ne font pas l'objet d'une politique de leur apprivoisement pour un élevage qui peut conduire à leur commercialisation de manière autorisée et sans restrictions ;
- l'inexistence des centrales d'achats pour l'acquisition des produits tels que les engrais et autres consommables qui peuvent être utilisés par plusieurs opérateurs économiques du secteur forestier ;
- le non développement, même si l'ACONOR est née, d'un système de normalisation et du contrôle de qualité des produits forestiers, surtout ceux transformés ;
- un marché local qui ne suscite pas la grande production à faire écouler surtout que la libre circulation des biens au niveau sous régional paraît encore un rêve ;
- une grande production de certains produits n'est possible à cause de l'inexistence des conditions de stockage, surtout en froid positif et négatif ;
- l'inexistence d'une politique d'appui multiforme aux PME-PMI qui peuvent s'affirmer ;

- la discrimination dans la vente des produits locaux dans certains lieux où l'on trouve plus des produits d'importations ;
- des expositions spécialisées des produits forestiers devraient exister ;
- l'inexistence des PME - PMI très compétitives par manque de formation viables des personnels sur le plan professionnel et sur le plan managérial ;
- l'inexistence de banques d'investissements pour des financements à la dimension des besoins de certaines PME PMI, ce qui conduit à l'impossibilité de faire un projet bancable qui peut leur permettre de faire agir la procédure relative au code des investissements pour obtenir certains avantages dont l'exonération douanière lors de l'acquisition des équipements ;
- le manque d'engouement pour adhérer aux ONG existantes rend peu actif le système associatif. VALOR, le REMPAC, l'UCPME qui actuellement fait une rencontre avec le réseau des hommes d'affaires de la République Démocratique du Congo et de la République du Congo grâce à la participation de la CEEAC pour favoriser la libre circulation des marchandises entre nos deux pays, ainsi que d'autres ONG peuvent le confirmer.
- Ce nombre important des contraintes qui ne sont pas totalement répertoriées, explique les causes de la non éclosion à grande échelle du secteur forestier congolais. Des mesures doivent être prises pour les éradiquer.

IV. PROPOSITION DES SOLUTIONS :

Conformément aux contraintes sus évoquées il est proposé les solutions suivantes :

- la divulgation des textes légaux, réglementaires et conventionnels intéressant les acteurs du secteurs forestier par les différentes institutions nationales et internationales;
- l'amélioration des textes juridiques, fiscaux et autres en cas de nécessité conformément aux revendications faites;
- la maîtrise des ressources forestières et la création d'une politique de leur exploitation diversifiée pour leur mise en valeur;
- la création des filières permettant la production, la transformation et la commercialisation de certains produits;

- l'amélioration des réseaux de transport sur la base des plans nationaux, sous régionaux et régionaux (NEPAD) en la matière;
- l'amélioration des réseaux hydro-électriques par leur extension sur l'ensemble de la république ;
- la concertation transversale entre les exploitants du secteur forestier, leur différents départements de tutelle avec les départements en charge de l'éducation et les institutions d'appui pour maîtriser et mettre en application un programme de formation sur les techniques de production par niveau et par filière;
- la domestication de certaines espèces de plantes pouvant s'adapter à nos conditions climatiques et certains de nos sols;

- la mise en place des procédés de multiplication des produits forestiers naturels, en multipliant les pépinières et des lieux d'incubation pour leur plantage intensif;
- la création des centres de mécanisation agricole pour les opérateurs économiques désireux de faire des plantations,
- la mise en place d'une politique foncière prenant en ligne de compte le plan d'aménagement du territoire et la sauvegarde des intérêts forestier et de l'agroforesterie;
- Promouvoir l'élevage des espèces protégées de la faune pour la libéralisation sans restriction de leur consommation et de leur commercialisation;

- la création des centrales d'achats de divers produits intéressant les exploitants du secteur forestier ;
- la création d'un partenariat entre l'état congolais et l'Association Congolaise de Normalisation pour la mise en place d'une politique de contrôle de qualité et de certification des produits viables;
- faire des avancées sur l'intégration économique sous régionale au sein de la CEEAC pour l'obtention d'un grand marché de commercialisation de nos produits forestiers ;
- réaliser un appui multiforme aux PME – PMI en créant des banques d'investissements en dessous des possibilités garanties par la BDEAC pour financer des projets qui créeraient des produits à commercialiser qui ne devraient subir aucune discrimination dans certains points de vente et feraient l'objet de présentation à des expositions nationales spécialisées des produits forestiers, ainsi qu'à des salons et foires internationaux
- créer une concertation des ONG existantes et des groupements d'intérêts économiques afin d'améliorer leur participation aux débats sur les questions liées au secteur d'activité objet du présent forum

V. CONCLUSION

Seule une volonté collective, qui répond à la recommandation relative à la concertation permanente SECTEUR PUBLIC, SECTEUR PRIVE et SECTEUR CIVIL (ONG), permet de trouver les solutions aux différents problèmes posés.

C'est le cas de la présente retrouvailles au cour de laquelle le contraire de ce qui fait défaut doit être vu par les différents acteurs pour obtenir des solutions pratiques à mettre en application selon un plan à convenir.